

SCIENCES HUMAINES

CAHIER **H**

MONTRÉAL REÇOIT

LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR


NOREEN GOLFMAN

« Nous vivons dans une société dominée par le discours des sciences et de la technologie »

Page 3


JUDITH WOODSWORTH

« Concordia fait un virage vers la recherche »

Page 5

UN 79^E CONGRÈS

Près de 9000 chercheurs sont attendus à l'Université Concordia

Page 2

DÉNATIONALISATION

Les territoires nationaux sont devenus de la « marchandise » à vendre aux mieux nantis

Page 3

MONTRÉAL

Les années 1940 marquent le point de départ d'un rapprochement entre les « modernités »

Page 4

FAMILLE

L'instabilité conjugale transforme l'organisation sociale

Page 5



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Et si c'était la personne d'abord?

« Le principe de l'utilisation raisonnable devrait s'étendre à toute activité créatrice »

Ce n'est pas encore le Grand Prix. Mais presque. Les divers tenanciers de la rue Crescent verront en effet une foule, plus sage celle-ci, les fréquenter au cours des deux prochains semaines. Car ils seront près de 9000 à envahir l'Université Concordia et ses alentours. Bienvenue au 79^e Congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines.

NORMAND THÉRIAULT

La liste donne le tournis car, pour reprendre l'ordre alphabétique, de l'Association des professeurs et professeures de français des universités et collèges canadiens à The International Association for Legal and Social Philosophy - Canadian Section, on comptera 75 associations qui tiendront simultanément, à compter de vendredi prochain, leur grand rendez-vous annuel.

Ainsi, The Federation for Canadian Demographers, The Canadian Population Society et The Canadian Historical Association s'entendent pour proposer à Montréal « L'étude des populations du passé: nouveaux développements et regards interdisciplinaires ». Et, en ces mêmes jours, du 28 mai au 4 juin, l'Association canadienne d'études francophones du XIX^e siècle profitera de l'occasion pour se faire accueillir

par l'Université Concordia au moment de la tenue de sa septième rencontre annuelle.

Et la fédération qui les regroupe ouvrira aussi les domaines d'expertises et de connaissances en y ajoutant, là, des invités de prestige et, ici, des activités spéciales qui offrent soit un programme de films ou des déjeuners-conférences. Alors, une Céline Galipeau comme une Nancy Huston ou une Donna Brazile, pour nommer ici des femmes, seront inscrites comme noms donnés au programme des activités spéciales. « Déclarer: des droits de l'homme aux droits des femmes » pour l'une, le 28 mai à 19 heures, « Fierté et fidélité » pour l'autre, le lendemain à 12h15, et « Les femmes et le leadership à l'ère Obama », à la même heure mais le 2 juin, pour la dernière, seront les thèmes retenus pour faire avec l'auditoire un partage d'une expérience qui touche les univers

de l'information, de la littérature et de la communication.

Systèmes et idées reçues

Et, plus d'une fois, il y aura alors une remise en question des systèmes qui nous encadrent et des idées reçues qui façonnent le quotidien des populations. Ainsi, avant de démontrer les abus du capitalisme néolibéral lors de l'exploitation des ressources de ces lieux qui sont souvent des pays donnés en modèles comme des démocraties et qu'on regroupe, quand on parle de l'ensemble, sous l'appellation de tiers-monde, Saskia Sassen, qui enseigne à l'Université Columbia de New York et à la London School of Economics de Londres, prêchera pour un meilleur contrôle exercé sur les grands acteurs de l'économie mondiale, car « il n'existe aucun régime juridique pour une firme mondiale. Toutes les firmes sont nationales et nous savons tout de même qu'il y a plus de 300 000 de celles-ci qui œuvrent sur la scène mondiale comme si un tel régime existait. »

Car telle est la préoccupation première de ces chercheurs qui œuvrent dans ce domaine scientifique qui a

pour nom sciences humaines: évaluer les conséquences de l'activité humaine, celle qui a cours et celle qui fut. Et cela a lieu quand l'objectif visé n'est pas de produire plus, de seulement mesurer les progrès de l'aventure humaine à la seule aune de l'augmentation du produit intérieur brut, ce PIB qui fait réagir les Bourses, mais plutôt d'évaluer la qualité de vie et souvent de dénoncer les excès qui engendrent le fait que souvent, pour le profit d'un seul, on met à mal tant des populations locales que des écosystèmes souvent fragiles. Si une pétrolière peut offrir un meilleur dividende à ses actionnaires, cela ne veut pas dire que la société dans son ensemble est devenue plus riche!

Les sciences humaines ont longtemps été le domaine principal d'études universitaires, *Humanities and Liberal Arts*, disait-on en anglais pour définir les domaines de ces établissements. Mais les successives percées scientifiques, comme les résultats spectaculaires obtenus par le secteur des sciences dites pures, ont cependant transformé la donne: on ne se surprend ainsi plus

d'apprendre que près de la moitié des détenteurs d'un doctorat ne lisent pas un livre par année! Car où est la nécessité d'une connaissance universelle quand la priorité est accordée à l'obtention de résultats concrets, indépendamment des conséquences des réalisations qui sont faites en chimie, physique et autres disciplines connexes? Mais, pour une Noreen Golfman, présidente de la Fédération canadienne des sciences humaines, « le principe de l'utilisation raisonnable devrait s'étendre à toute activité créatrice ».

L'Université Concordia reçoit donc ces gens pour qui la priorité de tout développement devrait être le bien-être de tous, car, comme le dit sa rectrice, Judith Woodsworth, « c'est une université généraliste » dont les quatre facultés sont les Beaux-arts, les Arts et sciences, la Gestion et le Génie et informatique. Et, de plus, le campus a ses bâtiments principaux au cœur d'une métropole, celle du Québec, et ce, pour le plaisir des universitaires qui proviennent d'une « côte » jusqu'à l'autre!

Le Devoir

SCIENCE HUMAINES

Au 79^e Congrès des sciences humaines

« Les technologies numériques ont permis le libre accès à la recherche »

Près de 9000 chercheurs sont attendus à l'Université Concordia

Plus grand événement universitaire annuel au Canada, le congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines se tiendra cette année à l'Université Concordia, du 28 mai au 4 juin. Près de 9000 chercheurs sont attendus ainsi que plusieurs conférenciers-vedettes, comme la journaliste Céline Galipeau, le philosophe Mark Kingwell et la romancière Nancy Huston, alors que 1600 événements se tiendront à Montréal pour l'occasion.

MARTINE LETARTE

Ce congrès est en quelque sorte «une réunion de réunions», explique Pierre Normand, directeur des communications de la Fédération canadienne des sciences humaines. Environ 70 sociétés savantes œuvrant dans différentes disciplines des sciences humaines, de la philosophie à l'anthropologie en passant par l'éducation, se réuniront dans le cadre du congrès pour échanger et débattre sur les plus récents développements qui ont eu lieu dans leur discipline.

Les sociétés savantes ont aussi été invitées à respecter le thème du congrès, «Le savoir branché», choisi parce qu'il permet de mettre l'accent sur différentes forces de l'université hôte, indique Ronald Rudin, professeur d'histoire à l'Université Concordia et responsable universitaire du congrès. «Les technologies numériques sont une expertise de Concordia et elles sont évidemment beaucoup utilisées dans la recherche. Le congrès permettra donc de discuter du rôle des technologies numériques dans les sciences humaines et de voir comment elles sont venues chan-

ger le fonctionnement de la recherche», explique-t-il.

Le thème peut aussi être interprété d'autres façons. Par exemple, les technologies numériques ont changé complètement l'accès qu'a le public aux recherches universitaires. «Les technologies numériques ont permis le libre accès à la recherche», remarque le professeur Rudin. Cette connexion est primordiale et, d'ailleurs, ce sera l'occasion pour les chercheurs de réfléchir à la responsabilité qu'ils ont de communiquer leurs résultats de recherche aux autres chercheurs et au grand public.

Le savoir branché peut aussi s'interpréter dans le sens d'une connexion entre les différentes disciplines des sciences humaines. «Un événement comme celui-ci n'aurait pas de sens si chaque discipline était isolée des autres, alors il y aura des activités multidisciplinaires», affirme Ronald Rudin. La connexion pourra aussi être vue sous l'angle linguistique. «Nous sommes une université anglophone, mais plusieurs communications se feront en français. D'ailleurs, le service de traduction simultanée sera offert pour les présentations des principaux invités», ajoute M. Rudin.

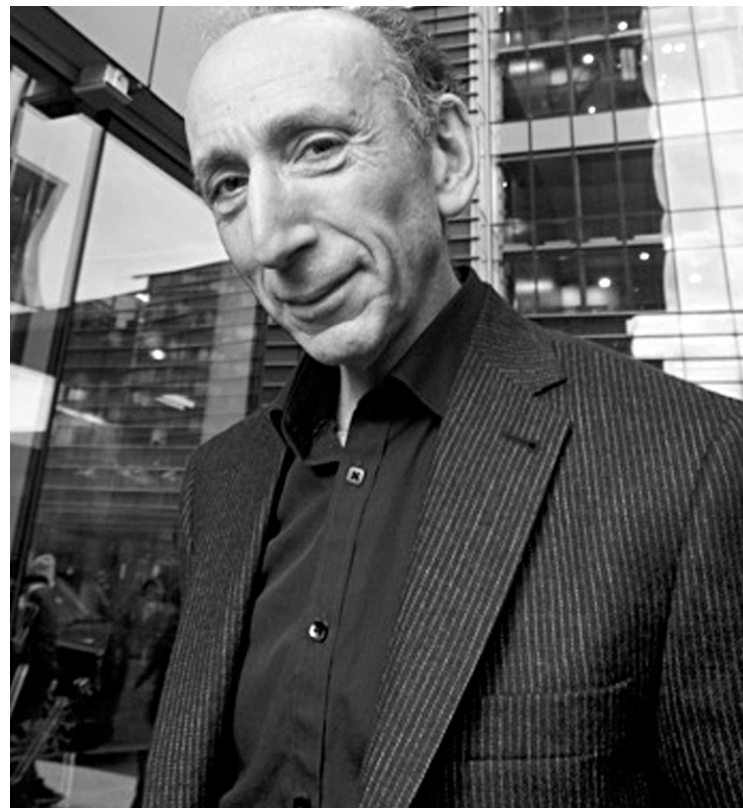
Des novices et des vétérans

Le 79^e Congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines a la particularité d'attirer énormément de chercheurs, des novices comme des vétérans. «Certains sont très bien établis, comme des titulaires de chaire de recherche du Canada, mais d'autres commencent leur carrière ou sont encore des étudiants aux cycles supérieurs. C'est intéressant que cette relève ait la chance de faire ses premières présentations dans le cadre de ce grand congrès. C'est aussi important de les mettre en contact avec des chercheurs d'expérience, de leur permettre d'échanger», affirme Pierre Normand.

Le directeur des communications de la Fédération canadienne des sciences humaines croit aussi qu'il sera très intéressant d'entendre ces jeunes chercheurs s'exprimer par rapport au thème du congrès, «Le savoir branché». «Il y a eu des progrès importants ces dernières années au niveau technologique et ces jeunes générations de chercheurs sont très à l'aise avec ces nouveaux outils. Ceux-ci apportent donc une nouvelle perspective, une nouvelle démarche, de nouveaux types de collaboration, de nouvelles idées et de nouvelles façons de travailler», explique-t-il.

Des stars

Des invités très connus donneront aussi des conférences qui seront ouvertes au grand public dans le cadre du congrès. «En organisant notre série-causerie, nous nous étions donné pour ob-



RONALD RUDIN, professeur d'histoire à l'Université Concordia et responsable universitaire du congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines

jectif de présenter les meilleurs penseurs de leur discipline et les mettre en lien avec le grand public», affirme Pierre Normand.

Céline Galipeau y sera pour présenter une conférence qui portera sur ses expériences en tant que journaliste de terrain lors de grands conflits. Elle abordera la question des droits de la personne et plus particulièrement celle des droits des femmes.

La romancière et essayiste Nancy Huston sera invitée à parler de langues et de cultures. «Elle vit à cheval entre le français et l'anglais, alors elle viendra nous raconter comment elle a toujours à négocier entre les deux», explique Pierre Normand.

Le philosophe canadien Mark Kingwell, de l'Université de Toronto, viendra pour sa part parler de la démocratie et de son avenir.

Il faut aussi souligner la présence de la stratège politique américaine Donna Brazile, qui viendra parler de femmes et du leadership à l'ère d'Obama. «Elle a été la première Afro-Américaine à diriger une campagne électorale présidentielle, soit celle d'Al Gore», précise M. Normand. Les habitués de CNN la reconnaîtront puisqu'elle y est une commentatrice régulière.

Des activités connexes

La Fédération canadienne des sciences humaines organise également un salon du livre ouvert au grand public qui présentera plus de 100 exposants lors du congrès. «Des éditeurs actifs dans tous les domaines des sciences humaines seront réunis. C'est une belle façon de les amener à tisser des liens avec le grand public», indique M. Normand.

L'Université Concordia organise aussi une série d'événements spéciaux pour l'occasion, comme un festival de films, une journée sur les droits humains et un débat sur le futur des médias, alors que la galerie de la Faculté des beaux-arts prépare une programmation spéciale.

Il sera aussi possible de vivre l'expérience du congrès via le site Web, qui permettra aux gens de suivre les activités grâce à différents textes, entrevues, vidéos et baladodiffusions qui seront mis en ligne.

Collaboratrice du Devoir

■ Pour en savoir davantage: www.congress2010.ca www.concordia.ca/congress2010

Une question d'étiquette

Pas facile de se nourrir « localement » !

Il serait plus réaliste de fixer le pourcentage des ingrédients canadiens à 85 % plutôt qu'à 98 %

Préoccupés par ce qui se trouve dans leurs assiettes, les Canadiens sont de plus en plus enclins à choisir des aliments respectant les principes de l'agriculture durable. Si, sur les tablettes, l'offre biologique et équitable est aujourd'hui beaucoup plus importante et plus visible qu'il y a quelques années, les produits «canadiens», trop vaguement identifiés, sont encore difficilement repérables. Pour Miranda Cobb, tout est une question d'étiquette!

ÉMILIE CORRIVEAU

Dans le cadre d'un cours de maîtrise à l'Université Carleton d'Ottawa, une étudiante, ici Miranda Cobb, s'est intéressée de près à l'étiquetage des produits alimentaires canadiens. En collaboration avec le projet Pour une politique alimentaire populaire (PPAP), un réseau pancanadien d'individus et d'organisations travaillant à la mise au point d'une première politique de souveraineté alimentaire au niveau fédéral, ses collègues universitaires et elle ont mené une vaste étude sur le sujet.

«Notre rôle comme chercheurs était d'abord d'interroger les acteurs du gouvernement fédéral, de l'industrie alimentaire et de la population et, ensuite, de constituer un dossier de recherche exhaustif. Nous voulions déterminer quelles étaient les avenues qui s'offraient aux Canadiens en matière de politiques fédérales, le tout en respectant les principes de souveraineté alimentaire. Pour ma part, je me suis surtout penchée sur les directives qui déterminent l'étiquetage des produits alimentaires canadiens depuis décembre 2008.»

Des mesures inadéquates

Souhaitant actualiser les directives qui régissent l'utilisation des indications «Produit du Canada» et «Fabriqué au Canada», le gouverne-

ment fédéral a élaboré en 2008 l'Initiative canadienne sur l'étiquetage des produits alimentaires. N'ayant pas été modifiées depuis les années 1980, les règles sur l'étiquetage étaient devenues désuètes.

Depuis cette révision, un produit alimentaire ne peut porter sur son étiquette l'indication «Produit du Canada» que si tous ses principaux ingrédients sont d'origine canadienne et s'il a été fabriqué principalement au Canada. Plus précisément, «Produit du Canada» peut figurer sur l'étiquette si le produit alimentaire contient seulement une très faible quantité d'ingrédients qui ne sont habituellement pas produits au Canada, comme les épices, les additifs alimentaires, les vitamines, les minéraux et les préparations aromatisées, et ce, jusqu'à concurrence de 2 %. La mention «Fabriqué au Canada» s'applique quant à elle aux produits contenant des ingrédients importés ayant été fabriqués ou transformés au Canada.

Même si ces règles ont été établies il y a moins de deux ans par le gouvernement fédéral, elles ne sont toujours pas bien adaptées au marché canadien et aux besoins des consommateurs. «En modifiant sa politique alimentaire en décembre 2008, le gouvernement fédéral a déterminé que les aliments qui affichaient la mention «Produit au Canada» devaient contenir 98 % d'ingrédients canadiens, ce qui est beaucoup plus élevé que par le passé. En effectuant mes recherches, je me suis aperçue que la majorité des producteurs ne pouvaient pas répondre à ces normes. Si un produit doit absolument comprendre des ingrédients qui viennent de l'étranger parce qu'il est impossible de les cultiver ou de les obtenir au Canada, bien souvent, il ne répond pas aux normes», explique Miranda Cobb.

Par exemple, un producteur laitier canadien ne peut alléguer, sur l'étiquette de ses cartons de lait au chocolat, qu'il s'agit d'un produit canadien. Puisqu'il s'agit d'un produit transformé contenant une bonne quantité de cacao, un ingrédient qui ne peut être cultivé au Canada, la mention

«Produit du Canada» ne peut être utilisée. Le producteur peut toutefois choisir d'apposer l'indication «Fabriqué au Canada» sur son étiquette. Il peut aussi ajouter des mentions plus précises pour renseigner le consommateur, comme «Contient du lait canadien».

«De plus en plus, les gens sont conscients de l'importance de la souveraineté alimentaire. Ils veulent être mieux informés au sujet des aliments qu'ils consomment, mais les politiques d'étiquetage actuelles n'aident pas la population à faire des choix éclairés. Elles ne sont pas fonctionnelles parce qu'elles identifient mal la provenance des ingrédients et les quantités dans lesquelles on les retrouve», soutient Mme Cobb.

Selon les recherches effectuées par le groupe de travail de l'Université Carleton, en ce qui a trait à la mention «Produit du Canada», il serait préférable de fixer le pourcentage des ingrédients canadiens à 85 % plutôt qu'à 98 %. «Ce serait plus réaliste et ça répondrait mieux aux besoins des consommateurs comme à ceux des producteurs», précise Miranda Cobb.

La création d'un label indépendant, comparable à celui de TransFair mais qui identifierait clairement les produits canadiens, est aussi souhaitable, selon la chercheuse: «Présentement, des gens sont en train de réfléchir à un label qui porterait l'appellation «Grown in Canada». Celui-ci identifierait les pourcentages des ingrédients originaires du Canada. Par exemple, on pourrait retrouver sur un emballage la mention «Cultivé à 80 % au Canada».»

Vers de meilleures politiques

Selon Miranda Cobb, dans la situation actuelle, la population dispose d'un important pouvoir de conviction auprès des élus. Elle souligne qu'en 2008 le gouvernement fédéral a accepté de réviser ses politiques d'étiquetage alimentaire en grande partie par suite de l'action des groupes de pression et des demandes des citoyens.

«Selon mes recherches, le bureau du premier

ministre a effectué ce changement surtout pour obtenir la faveur du public, plutôt que pour donner de meilleures informations aux consommateurs canadiens. Tous les intervenants que nous avons interrogés au cours de cette étude croient que cette politique n'est pas au point, que ce soit dans les agences gouvernementales, dans l'industrie ou au sein de la population. Il n'y a que le cabinet du premier ministre qui croit que la politique est fonctionnelle. Ça veut donc dire qu'il y a matière à rallier l'opinion publique et à demander au gouvernement d'apporter des changements qui répondent réellement aux besoins des consommateurs», estime la chercheuse.

À ce jour, les membres du PPAP ont amassé 265 soumissions de projet et celles-ci font l'objet d'une synthèse pour l'élaboration d'une première ébauche de politique. Au cours des prochaines semaines, le PPAP conviera la population pour qu'elle prenne part aux discussions délibératives quant à la politique alimentaire populaire finale.

Conférence

Le 28 mai prochain, Miranda Cobb participera à une conférence sur le thème «La souveraineté alimentaire et le gouvernement fédéral: politiques de débat sur les appellations d'origine». Organisée par l'Association canadienne des études sur l'alimentation, cette conférence sera tenue à l'Université Concordia dans le cadre du congrès annuel des sciences humaines. Pour l'occasion, Miranda sera accompagnée de ses collègues Austin Miller, Leanne Moussa, Emily Norgang-Woodward, Peter Andree et Cathleen Kneen.

Collaboratrice du Devoir

■ Pour plus de détails: www.foodstudies.ca.

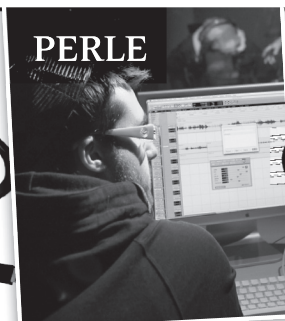
■ «La souveraineté alimentaire et le gouvernement fédéral», le vendredi 28 mai à 11h, au local MB5-215.



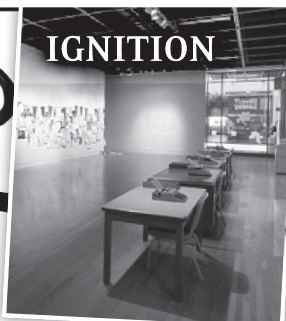
BRANCHÉ:
La connexion Concordia



28 MAI
Théâtre D.-B.-Clarke, Pavillon H
1455, boul. De Maisonneuve O.



28 MAI
Atrium, Pavillon LB
1400, boul. De Maisonneuve O.



28 MAI - 4 JUIN
Galerie Leonard et Bina Ellen
Pavillon LB
1400, boul. De Maisonneuve O.



28 MAI - 4 JUIN
Galerie FOFA, Pavillon EV
1515, rue Ste-Catherine O.



28, 29, 31 MAI, 1, 3, 4 JUIN
EV s3-845, Pavillon EV
1515, rue Ste-Catherine O.



28 MAI - 4 JUIN
3^e étage, Pavillon MB
1450, rue Guy

SCIENCE HUMAINES

Fédération canadienne des sciences humaines

Le numérique social apparaît dans le monde des sciences

« Nous vivons dans une société dominée par le discours des sciences et de la technologie »

Cette année, la Fédération canadienne des sciences humaines tient son congrès à l'Université Concordia. Ce sera l'occasion pour quelque 8500 penseurs de faire le point sur les plus récents développements concernant diverses facettes de notre vie.

CLAUDE LAFLEUR

« Les sciences humaines s'intéressent à l'ensemble de nos connaissances, relate Noreen Golfman, présidente de la Fédération canadienne des sciences humaines. Le terme le dit clairement car les sciences humaines mettent en valeur l'être humain et portent sur l'expérience humaine: de nos comportements à tout ce que nous produisons, de la littérature et des classiques jusqu'aux enjeux médicaux, en passant par les changements de société, les politiques gouvernementales, etc. »

La fédération est l'un des plus vastes regroupements de chercheurs, représentant 75 associations savantes, 75 universités et collèges et sept membres affiliés. La tenue de ce congrès à Montréal est l'occasion de se plonger au cœur des réflexions sur les enjeux de société et de faire le point sur l'étendue de nos connaissances.

« Nous vivons dans une société dominée par le discours des sciences et de la technologie, note Mme Golfman. Le problème que pose cette domination, c'est que souvent, par inadvertance, on omet les enjeux humains. Or, en sciences humaines, nous cherchons justement à ne jamais oublier l'humain. »

Par conséquent, les re-

cherches qui s'y font visent à compléter les avancées scientifiques et technologiques, ajoute-t-elle. « Nous, nous observons les changements qu'amènent les développements des sciences et des technologies sur la société. C'est ainsi qu'on couvre de nouveaux champs de recherche, dont nos rapports avec les récentes technologies qui envahissent notre vie à toute vitesse. » La recherche en sciences humaines aide à trouver des réponses aux défis complexes de notre époque.

La société numérique

C'est ainsi que Noreen Golfman, qui est par ailleurs doyenne des études supérieures à l'Université Memorial de Terre-Neuve, parle d'un nouveau champ de recherche multidisciplinaire: le numérique social (*digital humanities*, en anglais).

« Il s'agit d'étudier l'impact sur notre quotidien des nouveaux modes de communication numériques », précise Mme Golfman. Quelles sont donc les conséquences des réseaux sociaux (courriel, Facebook, Twitter et compagnie) sur nos rapports personnels et sur la société? Comment modifient-ils nos rapports humains?

Plus spécifiquement, ce champ d'étude s'intéresse à la diffusion de l'information. Quel impact ces modes sociaux ont-



Noreen Golfman, présidente de la Fédération canadienne des sciences humaines

SOURCE FCSH

ils sur l'enseignement et la diffusion des connaissances? Comment produisons-nous de nouveaux savoirs par l'entremise de technologies qui gagnent en popularité? « Nous observons tous les jours l'impact de ces technologies, étant donné les pressions qu'elles exercent sur notre mode de vie, dit-elle, des

modèles sans cesse plus rapides, plus performants et plus socialement branchés... »

C'est dire que l'étude du numérique social est particulièrement judicieuse puisque, d'une certaine façon, ces technologies ont vite fait de dépasser notre compréhension de leurs impacts sur nous, sur l'appren-

tissage, sur nos interactions sociales et même sur la recherche en tant que telle, souligne Noreen Golfman.

Enjeux de société

La Fédération canadienne des sciences humaines s'intéresse aussi à des enjeux comme les droits d'auteur et ce que nous réserve le système de santé en fin de vie.

Evidemment, l'arrivée des nouvelles technologies de l'information pose une foule de problèmes concernant la propriété intellectuelle et la diffusion de l'information, problèmes qui affectent entre autres ceux et celles qui font de la recherche en sciences humaines.

La fédération participe donc au débat qui a cours à Ottawa concernant la réforme de la loi sur les droits d'auteur. « Il s'agit évidemment d'un enjeu complexe, pose Mme Golfman, et on observe de grandes tensions dans les discussions à ce sujet. On observe entre autres un courant conservateur qui prône la protection de la propriété intellectuelle au détriment des utilisateurs, ce qui nous désavantage par rapport aux États-Unis. »

Les Américains sont beaucoup plus permissifs, quant à l'utilisation de l'information, que nous le sommes au Canada, relate Mme Golfman. Ils préconisent une démarche d'« utilisation raisonnable » de l'information, c'est-à-dire la possibilité d'utiliser les informations à certaines fins sans qu'il soit nécessaire d'en obtenir les droits ni de demander la permission pour son utilisation. Les Américains prati-

quent une tolérance quant à l'emprunt des informations.

Or une telle ouverture d'esprit n'existe pas au Canada, poursuit Mme Golfman, ce qui désavantage un peu tout le monde, autant pour la recherche que pour la diffusion de la culture. « Nous considérons que le principe de l'« utilisation raisonnable » devrait s'étendre à toute activité créatrice », résume la présidente de la fédération. Selon celle-ci, le projet de loi sur les droits d'auteur doit atteindre un équilibre entre la protection des droits des propriétaires et les droits de ceux qui ont besoin d'avoir accès au contenu à des fins éducatives et de recherche.

Enfin, la recherche en sciences humaines s'intéresse à un domaine qui nous touche de près: les soins en fin de vie. « La plupart d'entre nous ont une certaine expérience du système de santé », souligne Mme Golfman. Nous observons assez aisément que les systèmes de santé et de mesures sociales ne sont pas conçus pour répondre de façon imaginative et flexible aux besoins d'une population vieillissante. »

Or c'est justement en sciences humaines que se trouvent les disciplines qui permettent de réaliser les études pertinentes hors du domaine des sciences et de la technologie. « Il s'agit d'études et de réflexions qui portent avant tout sur l'humain, des recherches extrêmement importantes pour notre avenir à tous, un avenir pas si lointain pour bon nombre d'entre nous », de souligner Noreen Golfman.

Collaborateur du Devoir

« Dénationalisation » et citoyenneté du monde

Les territoires nationaux sont devenus de la « marchandise » à vendre aux mieux nantis

Saskia Sassen scrute et analyse la mondialisation qui remodèle actuellement les structures des États-nations tout en affectant les sociétés. Cette mondialisation est en train de modifier des fonctionnalités en place pour les rendre aptes à agir de façon globale. Propos d'une sociologue en vue qui scrute l'air du temps de la planète.

RÉGINALD HARVEY

Scientifique, sociologue et économiste renommée, Saskia Sassen enseigne à l'Université Columbia, à New York, et à la London School of Economics, à Londres. Jointe à Londres, elle pose cette prémisse: « On a trop insisté, trop mis l'accent sur le fait que la mondialisation se déroule en marge du national, que l'une exclut l'autre. On cerne le concept de mondialisation sur un plan qui est trop évident, et tout suite celle-ci apparaît de la sorte: c'est le marché électronique de la finance ou l'organisation internationale du travail; voilà, c'est cela le mondial. »

Elle apporte cet éclairage: « Une pareille vision n'explique pas tout. Par exemple, il n'existe aucun régime juridique pour une firme mondiale. Toutes les firmes sont nationales et nous savons tout de même qu'il y a plus de 300 000 de celles-ci qui œuvrent sur la scène mondiale comme si un tel régime existait. Alors, je me demande ce qui se passe, comment c'est possible: « What Fills the Gap » (Qu'est-ce qui va combler ce vide)? Pour moi, cette expression renferme une image très forte qui reflète le travail de tous les États membres de l'économie mondiale, soit de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et autres organismes du genre; c'est leur travail de dénationalisation de certaines composantes des cadres institutionnels qui diffèrent dans chaque pays. Il en découle que chaque État national a été contraint lui aussi d'effectuer son propre travail à travers le pouvoir exécutif, à travers la législature, selon les lois en vigueur, etc., pour arriver à cette fin. »

Il a donc fallu en arriver à cette forme de dénationalisation partielle pour que les entreprises



Saskia Sassen enseigne à l'Université Columbia, à New York, et à la London School of Economics, à Londres.

puissent œuvrer dans un contexte mondial, pour qu'elles disposent d'un marché financier mondial. Pour beaucoup de pays, notamment en Amérique latine, il s'est agi de vivre un changement radical, de prendre un virage à 180 degrés en privatisant des entreprises: « Il y a aussi beaucoup de pays européens, comme la France et l'Allemagne, où les compagnies de téléphone étaient la propriété de l'État, qui ont dû changer cela; en Angleterre, on a assisté à la privatisation de l'eau et d'une certaine partie des chemins de fer. » Elle pose ce regard sur une pareille mutation: « Tout cela s'est produit davantage dans des pays appartenant au monde du Sud, mais aussi dans ceux du Nord. Je ne crois pas que ce soit toujours à l'avantage de la citoyenneté, du peuple ou des résidents des États. »

Pour le meilleur et pour le pire

Au cours des deux dernières années, Mme Sassen s'est penchée sur le caractère « incomplet » ou inachevé de certaines réalités qui subissent des transformations. Elle cite à cet égard des instances qui sont très formelles, comme le pouvoir exécutif et la citoyenneté: « Sur le plan de celle-ci, on voit maintenant qu'elle offre la possibilité de réprimer le racisme contre les immigrés; ceux-ci font

aussi des réclamations pour avoir des droits. D'un autre côté, on assiste à une expansion de l'inclusion des exclus dans la société, ce qui fut notamment le cas des femmes et des Noirs. »

Elle poursuit: « Je découvre ce phénomène de deux systèmes, de deux instances, qui demeurent « incomplets », même s'ils sont très formalisés et encadrés dans un cadre juridique et dans la légitimité. Ceux-ci ne sont pas enfermés par une clôture, ce qui à la fois peut porter à des choses très négatives et à des abus du côté du pouvoir exécutif, comme l'a démontré de façon générale le gouvernement Bush. Il peut aussi en résulter des choses positives, comme je l'ai écrit dans mon blogue du Washington Post: dans le cas d'Obama, est-ce qu'il peut arriver à utiliser ce pouvoir « incomplet » pour démocratiser, pour lancer des initiatives fortes sur la question de l'environnement? Est-ce qu'il peut s'en servir pour quelque chose de bon? »

Déficit de système

Saskia Sassen s'est livrée à une critique sévère des solutions apportées pour résoudre la crise financière au cours de la dernière année: ce sont les banques qui ont été les bénéficiaires de l'argent versé, elles qui étaient en grande partie la cause du problème. Elle se tourne du côté de la Grèce, où elle constate que la même erreur est en train d'être répétée.

Croit-elle que le système subit une sévère pathologie dans ses structures mêmes? « Je pense qu'on a un problème très très sérieux. C'est pour cette raison que l'une de mes grandes thématiques, c'est la démocratie libérale. Comme je dis dans mon livre, Territoire, autorité et droit, nous vivons vraiment maintenant la fin d'un modèle, d'un projet historique de démocratie qui était celui d'une bourgeoisie qui n'existe plus. Le pouvoir du capitalisme maintenant n'est plus celui d'une bourgeoisie nationale qui avait une relation très spécifique avec les travailleurs: on est sorti de là. Ce qu'on voit, ce n'est pas nécessairement la fin de la démocratie à laquelle je crois. Je crois aux marchés, mais ce qu'on a vu au cours des trente dernières années, ce ne sont pas vraiment des marchés et il s'agit d'une autre chose. » Elle enchaîne: « On commence à voir les li-

mites de ce projet qui, en fin de compte, était celui, historique, d'une bourgeoisie qui formait une classe dont émaneraient des petits entrepreneurs, des artisans, etc. On a tiré le meilleur de cette démocratie dans les années 30, 40, 50 et 60. Maintenant, on trouve le pire. Cette démocratie nous a montré ce qu'elle pouvait faire, même s'il y avait beaucoup de discrimination, d'exclusion sociale et d'inégalité; mais celle-ci a tout de même lancé une grande classe moyenne, et la classe travailleuse était soutenue par des syndicats forts. Trente ans plus tard, nous savons que ce n'était pas le début d'un capitalisme plus socialisé. On ne doit toutefois pas procéder à des changements avec une destruction de tout ce qui existe. » Dans ce sens-là, elle prône, dans un ouvrage intitulé *Pulling down the Economy into our Community*, la réurbanisation, la relocalisation et la régionalisation de toute une série de fonctions, comme celles du crédit et des besoins standardisés.

« Ni nationaux, ni mondiaux »

Saskia Sassen prononcera une conférence, intitulée « Ni nationaux, ni mondiaux: territoire, autorité et droit », lors du congrès de la fédération. Dans un premier temps, elle s'appliquera à définir chacun des termes utilisés dans ce titre, puis « ce qui se passe à l'échelle mondiale avec les grands pays riches, les grandes entreprises, y compris les firmes financières, qui ont acheté 30 millions d'hectares de terre en Afrique, en Amérique latine et en Asie centrale ». Du jamais vu à pareille échelle. « Cela veut dire que tout ce qui se déroule sur la surface de ces territoires est remis en cause: les petites entreprises traditionnelles, la population, et tout cela a moins de valeur que la terre elle-même. On assiste déjà aux déplacements énormes de gens qui s'en vont vers les grandes villes. » Les territoires nationaux ne sont pourtant pas de la marchandise à vendre aux mieux nantis.

Collaborateur du Devoir

■ « Ni nationaux ni mondiaux: territoire, autorité et droit », le dimanche 30 mai 2010, de midi à 13h, au Pavillon EV, local 1-605.

<p>HISTOIRES DE VIE MONTRÉAL</p>	<p>MONTRÉAL À L'ÉCRAN</p>	<p>NEXUS</p>	<p>L'UNIVERSITÉ AUTREMENT: DANS LES CAFÉS</p>	<p>MOULIN À IMAGES DÉCODÉ</p>	<p>L'AVENIR DE L'INFORMATION ET DU JOURNALISME</p>	<p>CONGRÈS 2010</p>
28 MAI - 4 JUIN	29 MAI - 1 JUIN, 3 JUIN	30 MAI, 1, 3 JUIN	31 MAI - 2 JUIN	2 JUIN	3 JUIN	28 MAI AU 4 JUIN
3 ^e étage, Pavillon MB 1450, rue Guy	Cinéma De Sève, Pavillon LB 1400, boul. De Maisonneuve O.	Sur le campus	Hors campus	Théâtre D.-B.-Clarke, Pavillon H 1455, boul. De Maisonneuve O.	Cinéma De Sève, Pavillon LB 1400, boul. De Maisonneuve O.	concordia.ca/congress2010

SCIENCES HUMAINES

MONTRÉAL

Les années 1940 marquent le point de départ d'un rapprochement entre les « modernités » de Montréal

Les interactions de communautés culturelles distinctes nourrissent la vitalité d'une métropole

Montréal est depuis longtemps divisé par des clivages linguistiques récurrents qui influencent jusqu'à son organisation spatiale. Cette cohabitation est souvent source de conflits, mais elle constitue aussi, dans certains cas, une richesse inespérée. C'est du moins ce que propose de démontrer Sherry Simon, dans le cadre de la conférence qu'elle donnera lors du Congrès annuel des sciences humaines en 2010.

DAVID DUMOUCHEL

«L'idée générale de mes recherches est qu'on peut lire l'histoire sociale de Montréal comme une histoire de traduction, c'est-à-dire comme une relation à la fois d'ouverture et de résistance», résume Sherry Simon, professeure au Départe-

ment d'études françaises de l'Université Concordia. Pour elle, l'acte de traduction comprend toute activité créatrice qui prend forme au croisement des langues. Centrée sur les courants littéraires, sa démarche privilégie une vision globale, moins intéressée par les mouvements littéraires par-

ticuliers que par les différentes modernités en concurrence, en relation ou en refus de relation durant une même époque.

«Les années 40 sont à cet égard très intéressantes, puisqu'elles comptent trois modernités importantes à Montréal: la francophone, articulée autour du Refus global, des idées d'abstraction et de rupture, l'anglophone, situé autour de McGill avec des auteurs et des poètes qui deviendront très connus, tels F. R. Scott, A. M. Klein et P. K. Page, et finalement la yiddish.»

Trois «modernités» distinctes, qui n'échangent que très peu, voire pas du tout, qui ne font pas référence aux mêmes traditions et qui ont des histoires complètement différentes. «Il s'agit des derniers moments où il y a des mondes réellement isolés», explique Sherry Simon. C'est une période charnière, qui voit les débuts de la modernité, du refus de la tradition et d'une réelle urbanité.»

Auteurs en marge

Le renouveau culturel y est mené de front par plusieurs artistes importants, figures marquantes qui resteront en général dans leur propre communauté. D'autres, telles Mavis Gallant et Gabrielle Roy, contribueront au mouvement, mais en frange de celui-ci. Cela s'explique par «leur passé très particulier, qui les avait amenés à "traverser la ville", c'est-à-dire passer d'un monde à l'autre [francophone et anglophone], pour le meilleur et pour le pire.»

Ainsi, à l'âge de quatre ans, les parents anglophones de Mavis Gallant l'envoient dans un pensionnat francophone et catholique. Elle confessera dans des écrits ultérieurs y avoir pris conscience de «la cohabitation de deux systèmes de comportement, divisés par la syntaxe et la tradition». Cela lui fera dire que, «plus tard seule-

ment, je [découvris] que, pour la plupart, les autres gens se contenteraient de flotter dans des petits étangs moussus étiquetés "français et catholique" ou "anglais et protestant", sans jamais se demander quel effet cela ferait d'en sortir.»

«Cette distance, qu'on retrouve aussi chez Gabrielle Roy, confère à chacune d'entre elles des rapports assez originaux avec les mouvements de modernité de l'époque, indique Sherry Simon. Toutes deux pouvaient circuler à la fois dans les milieux francophones et anglophones; elles avaient donc un regard particulier sur Montréal et sur ces deux mouvements.»

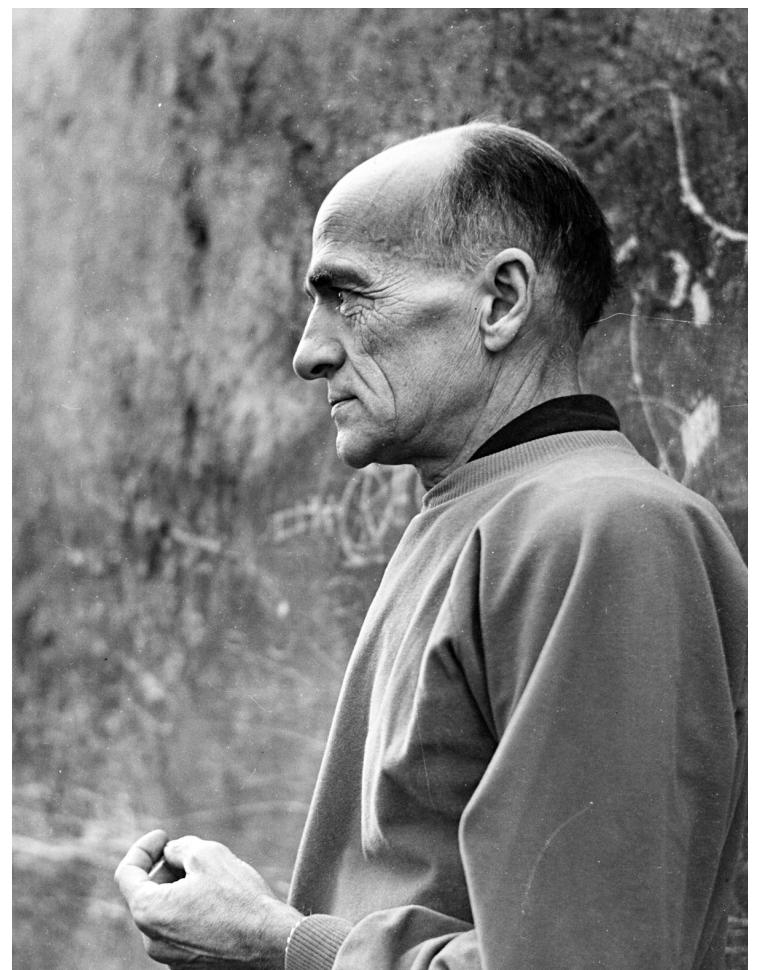
De cette façon, ces figures «marginales» ont pu «tisser des liens qui n'étaient pas accessibles aux autres». Leur démarche s'inscrit donc dans le «translinguisme», où il suffit de «traverser la ville» pour «se pénétrer, pour s'enrichir du "contexte" de la différence.»

Évolution

Bref, ces auteurs contribuent à leur façon à la rentre des modernités, au même titre que plusieurs traducteurs, que Simon considère comme des acteurs culturels de plein droit. «Ils ont contribué à transformer les relations entre les communautés linguistiques, dont les rapports fluctuent continuellement.»

Cela les «place donc au cœur de l'action, puisqu'ils fixent les termes du dialogue entre les réalités culturelles.»

Les années 1940 marquent ainsi le point de départ d'un certain rapprochement entre les «modernités» de Montréal, qui connaîtront parfois des moments d'intimité importants. Les travaux de Pierre Anctil ont par exemple beaucoup contribué à donner une nouvelle reconnaissance francophone à la littérature yiddish. Sinon, l'émergence du fémi-



Le peintre Paul-Émile Borduas, un des signataires du manifeste Refus global

nisme dans les années 1970-1980 a constitué l'un des moments les plus fertiles en matière d'échanges intercommunautaires. «Gail Scott était très liée aux féministes francophones et a importé plusieurs de leurs idées dans ses écrits», précise Sherry Simon.

Ces rencontres sont «très significatives» et valorisent la pluralité, qui devient positive «dès qu'on reconnaît que Montréal est une ville francophone. Le français est la matrice culturelle de la ville; la traduction se fait et doit se faire vers le français, une langue de plus en plus

capable de contenir d'autres histoires et réalités.»

Dans ces conditions, les interactions de communautés culturelles distinctes nourrissent la vitalité d'une métropole dont le pouvoir de fascination est en grande partie issu de la simultanéité et des différences culturelles qui cohabitent en son territoire.

Le Devoir

■ «Connecting Across the City: les modernités de Montréal», le vendredi 28 mai 2010 à 11h, au Pavillon MB, local S1-430



L'écrivaine Mavis Gallant

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La Société Saint-Jean-Baptiste et le défilé du 24 juin

Qui défile exprime « la fierté d'être canadien-français »

Jacques Cartier et saint Jean-Baptiste font leur apparition en 1855

Le défilé ou la procession, comme on l'appelait autrefois, de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal existe maintenant depuis 167 ans. Au fil de ces années, le défilé a évolué et a exprimé et reflété, selon les époques, l'identité du peuple québécois et ses aspirations.

PIERRE VALLÉE

En 1834, le journaliste Ludger Duvernay fonde ce qui allait devenir la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB). Lors d'un banquet tenu le 24 juin de cette année-là, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, déjà célébrée dans certaines régions, devient la fête des Canadiens français. Mais la rébellion des Patriotes et leur exil interrompent l'activité, qui reprendra en 1843. L'activité est alors composée d'un banquet où sont prononcés discours et chants patriotiques, d'une messe solennelle, de la distribution de pain bénit et d'une procession. Ainsi est né le défilé de la Saint-Jean.

Dans les premières années, la procession est surtout composée de membres de la SSJB. S'y rajoutent ensuite d'autres groupes, dont les étudiants, de sorte que la procession en vient à représenter tous les membres de la société canadienne-française. «À cette époque, il s'agissait surtout de se rassembler entre Canadiens français dans une ville, Montréal, largement dominée par les anglophones. Cette volonté de se regrouper et de défilé dans les rues comme bloc homogène était une façon d'exprimer la fierté d'être canadien-français», explique Diane Joly, doctorante à l'Université Laval, dont la thèse porte sur le patrimoine au Canada français.

Dès 1855, des personnages allégoriques, entre autres Jacques Cartier et saint Jean-Baptiste, font leur apparition dans la procession, mais ce fut en 1668 qu'est apparu pour la première fois le personnage du jeune saint Jean-Baptiste revêtu d'une peau d'agneau. Ce genre de procession atteint son sommet en 1874, où les participants proviennent aussi du Canada et des États-Unis.

La seconde phase

La procession de la Saint-Jean innove en 1885 en y rajoutant une dimension théâtrale, grâce à la présence de chars allégoriques. Au fil des ans, ces chars allégoriques deviendront le cœur du défilé. Au début, ils mettent en valeur les industries et les métiers; s'y rajouteront ensuite les personnages et les événements historiques. De plus, les processions abandonnent progressivement leur caractère



Pas de défilé de la Saint-Jean-Baptiste sans petit Baptiste...

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

montréalais en faveur d'un dénominateur plus commun à l'ensemble des Canadiens français, soit leur histoire et les héros et héroïnes qui la peuplent.

Cette seconde phase culmine en 1924 lorsque la procession, dont la composition jusqu'à cette date demeure un peu disparate, adopte un thème: «Ce que l'Amérique doit à la race française». «Il s'agit ici du premier thème fédérateur autour duquel est organisée la procession.»

À partir de 1925

La période de 1925 à 1930 voit un renforcement de cette façon de faire. C'est aussi la période qu'a étudiée Diane Joly dans sa thèse de doctorat. D'abord, les organisateurs veulent donner davanta-

ge d'ampleur à la procession. «La Société Saint-Jean-Baptiste à cette époque rêve d'un événement qui aurait l'envergure du Mardi-Gras à La Nouvelle-Orléans.»

Si cette ambition ne se réalise pas — le krach boursier de 1929 en sonnera le glas — la procession prend une nouvelle allure: non seulement l'histoire et la politique y sont présentes, mais on assiste aussi à l'arrivée de la culture. Ainsi, en 1928, le thème du défilé est «Les Chansons populaires». On y voit aussi apparaître des objets du patrimoine québécois. «Il s'agit ici d'une des premières expositions publiques du patrimoine québécois. En plus de l'affirmation d'une identité politique, il y a là une volonté d'éduquer le public et de transmettre l'idée du patrimoine.»

Les années qui suivront le krach verront les défi-

lés de la Saint-Jean prendre une tournure plus religieuse. «La religion a toujours été présente, comme en témoigne la distribution de pain bénit, mais les chars allégoriques font de plus en plus de place à l'interprétation du clergé.»

Révolution tranquille

Il faudra attendre les années 1960 pour voir de nouveaux changements être apportés au défilé de la Saint-Jean. Les thèmes se font plus actuels et se modernisent, comme la société québécoise. Mais l'apparition du mouvement indépendantiste vient brouiller les choses, puisque certains de ses membres jugent le défilé passiste. En 1968, ils contesteront la présence à la tribune du premier ministre canadien, Pierre Elliott Trudeau. L'année suivante, une autre manifestation, connue aujourd'hui comme le «lundi de la matraque», viendra interrompre la célébration. La Société Saint-Jean-Baptiste renoncera pendant vingt ans, sauf pour deux éditions, à organiser un défilé de la Saint-Jean dans les rues de Montréal.

C'est en 1990 qu'on renoue avec la tradition. Le défilé de 1990, tenu seulement quelques jours après l'échec de l'Accord du lac Meech, connaît un immense succès populaire. Le thème retenu est «Le Québec: trente ans de puissance tranquille». Le défilé se termine par une mer de fleurdelisés portés par des Québécois pour qui l'échec de l'Accord du lac Meech est une rebuffade inacceptable. «On retrouve en 1990 et lors des années subséquentes la même fierté, le même besoin de s'identifier au groupe culturel québécois qui avait mené Duvernay et ses partisans à créer la procession de la Saint-Jean en 1843.»

Aujourd'hui, le défilé de la Saint-Jean n'a plus cette ferveur nationaliste et se veut davantage un événement inclusif où tous les Québécois, peu importe leur allégeance politique ou leurs origines, peuvent célébrer le Québec. Mais Diane Joly, sans en connaître la raison, note un certain essoufflement de la part du public depuis quelques années pour le défilé de la Saint-Jean. Peut-être que les grands spectacles, au parc Maisonneuve ou sur les plaines d'Abraham, dont la popularité se maintient, viennent ombrager le défilé de la Saint-Jean?

Collaborateur du Devoir

■ «Les Processions de la Saint-Jean-Baptiste de Montréal: une histoire énigmatique du patrimoine», le dimanche 30 mai à 11h30, au local LB-1014

SCIENTES HUMAINES

Université Concordia

Comment devenir l'une des cinq meilleures universités généralistes au Canada ?

« Depuis une dizaine d'années, on a fait un virage vers la recherche »

Le Congrès des sciences humaines aura lieu cette année à l'Université Concordia, du 28 mai au 4 juin. La rectrice et la vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures de l'établissement indiquent que l'Université Concordia a effectué un virage vers la recherche depuis une dizaine d'années.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Dans son plan stratégique adopté en 2009, l'Université Concordia s'est fixé pour objectif de se classer parmi les cinq meilleures universités généralistes du Canada d'ici dix ans. Judith Woodsworth, rectrice et vice-chancelière de l'établissement, indique que l'université souhaiterait par exemple accroître ses revenus de recherche. « On a déjà augmenté les fonds de recherche à Concordia et on aimerait aller encore plus loin », dit-elle.

L'université souhaite aussi mieux se faire connaître. Mme Woodsworth mentionne que l'Université Concordia est connue au Québec. « Mais, je dirais, à Vancouver ou à Edmonton, en Ontario, on est très peu connu, parce qu'il y a tellement de concurrence avec les autres universités canadiennes. Donc on se donne pour objectif de se faire connaître partout au pays et d'attirer d'excellents étudiants et d'excellents professeurs. »

Mme Woodsworth affirme que l'Université Concordia est par ailleurs connue en Chine, où elle-même s'est rendue récemment dans le cadre d'une mission dirigée par le maire de Montréal. Elle indique que l'un des établissements qui a donné naissance à l'Université Concordia, l'Université Sir-George-Williams, a reçu des étudiants chinois dès les années 1930. « Déjà depuis les années 1970, on a eu des professeurs qui sont allés en Chine, et ce n'est pas le cas de toutes les universités. Et on a su tisser des liens avec des universités en Chine. On a autant d'ententes avec des universités chinoises que d'autres universités plus connues, plus prestigieuses au Canada », mentionne-t-elle. Lors de son séjour en Chine, Mme Woodsworth



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Judith Woodsworth, rectrice et vice-chancelière de l'Université Concordia

a signé deux nouvelles ententes avec des universités de ce pays.

Une université généraliste

L'Université Concordia a vu le jour en 1974, à la suite de la fusion du Collège Loyola et de l'Université Sir-George-Williams. Elle accueille 44 000 étudiants, provenant de 150 pays. Environ 11 % d'entre eux viennent de l'étranger. Par ailleurs, 18 % des étudiants ont le français pour langue maternelle.

« C'est une université généraliste », mentionne Mme Woodsworth. L'Université Concordia a quatre facultés: Arts et sciences, Génie et informatique, Beaux-arts et École de gestion John-Molson. Elle n'offre pas de programmes de médecine ni de droit. « C'est une université très ouverte, accessible », affirme la rectrice. L'université se présente aussi comme originale et audacieuse et met l'accent sur sa diversité.

« À l'origine, on était surtout une université d'enseignement au premier cycle, mais, depuis une dizaine

d'années, on fait un virage vers la recherche et les études de deuxième et même de troisième cycle », dit Mme Woodsworth.

Recherche

Depuis 2006, l'Université Concordia a un vice-rectorat à la recherche et aux études supérieures. « C'était vraiment à ce moment-là le reflet de la volonté de l'université de davantage mettre en valeur et de structurer les activités de recherche », explique Louise Dandurand, vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures, qui est la première personne à occuper ce poste à l'Université Concordia. La vice-rectrice mentionne avoir mis en œuvre, à son arrivée, une série de mesures pour structurer et développer la recherche, par exemple des programmes d'appui aux équipes en émergence ou des programmes complémentaires par rapport aux subventions de la Fondation canadienne pour l'innovation et des chaires de recherche du Canada.

« Et c'est dans cet esprit-là, dans l'esprit de ce virage recherche, de cette valorisation accrue de la recherche, que l'université a posé sa candidature pour accueillir le congrès des sciences sociales et humaines en 2010 », explique Mme Dandurand. La vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures indique que la majorité des chercheurs de l'Université Concordia sont dans le domaine des sciences sociales et humaines, comme c'est le cas dans la plupart des universités. Elle explique que le fait d'accueillir le congrès des sciences humaines permet de faire en sorte que les gens se rassemblent à l'Université Concordia et voient ce qui s'y fait. L'université organise le congrès en collaboration avec la Fédération canadienne des sciences humaines. « On a mis sur pied tout un programme en marge des activités du congrès pour valoriser nos résultats de recherche », dit Mme Dandurand.

Des professeurs de l'Université Concordia effectuent par exemple de la recherche sur l'apprentissage chez les jeunes enfants. L'université abrite ainsi un centre d'études sur l'apprentissage et la performance. Un centre de recherche en développement humain s'y trouve également. Basés à l'Université Concordia, ces deux centres regrou-

pent des chercheurs issus de différentes universités. « Un autre domaine où l'université se démarque particulièrement, c'est celui des droits de la personne », indique Mme Dandurand. L'Université Concordia abrite ainsi le Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies. Elle a aussi un centre d'histoire orale et de récits numérisés. « La priorité, c'est de recueillir les témoignages des survivants des grandes catastrophes humaines, à commencer par la Shoah, en passant par le Rwanda, etc. », dit Mme Dandurand.

Orientations et projets

Par ailleurs, Mme Woodsworth indique que le plan stratégique de l'Université Concordia repose sur trois piliers: l'engagement envers l'excellence dans l'enseignement et dans la recherche, l'amélioration et la mise en lumière de l'expérience étudiante ainsi que l'engagement communautaire et la responsabilité sociale.

La rectrice mentionne que le nombre d'étudiants à l'Université Concordia a augmenté de 25 % depuis une dizaine d'années. Elle ajoute que, étant donné cette croissance des effectifs, l'université a mis de l'avant plusieurs projets de construction de bâtiments. « Et ce n'est pas fini encore », indique-t-elle. L'université a obtenu l'automne dernier une subvention d'environ 69 millions de dollars dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir. Elle construira ainsi le Centre de recherche PERFORM, qui regroupera des chercheurs dans le domaine de la physiologie de l'exercice et de la thérapie sportive, le Centre de génomique structurale et fonctionnelle ainsi qu'une nouvelle chambre climatique, qui permettra de mettre à l'essai des systèmes d'énergie solaire.

Au cours des prochaines années, l'université compte aussi rénover la maison mère des sœurs grises, qu'elle a acquise, et y installer sa faculté des beaux-arts. « On veut créer vraiment un quartier Concordia, un beau campus au centre-ville, pour permettre de continuer notre expansion », dit Mme Woodsworth.

Collaboratrice du Devoir

Évolution des familles et vieillissement

L'instabilité conjugale transforme l'organisation sociale

Les baby-boomers vieillissants « ne voudront pas être un poids pour leur entourage »

Comment la famille a-t-elle évolué au Québec au cours des 40 dernières années? Quelles seront les répercussions de ces changements démographiques sur la population vieillissante? Deux experts nous font part de leurs réflexions.

CLAIRE HARVEY

Au cours des quatre dernières décennies, la famille a beaucoup changé, c'est bien connu. Ce qui l'est moins, c'est l'impact de ces changements sur l'aide mutuelle entre conjoints et entre parents et enfants, tout comme les effets qu'ils risquent d'avoir sur la vie des baby-boomers lorsqu'ils seront âgés.

Baisse de natalité et union instable

Professeure titulaire au Département de sociologie de l'Université McGill, où elle s'occupe de la Chaire de recherche du Canada en statistiques sociales et changement familial, Céline Le Bourdais expose ces changements démographiques et les questions qu'ils soulèvent. « En raison de la faible fécondité qui caractérise le Québec depuis les années 1960, la taille des familles s'est beaucoup réduite, dit-elle. En plus, les femmes commencent tardivement à enfanter et sont donc moins susceptibles d'avoir une grande descendance. Par conséquent, les personnes âgées de demain auront moins d'enfants sur lesquels elles pourront compter, et moins de filles. Or, en général, ce sont elles qui s'occupent des soins personnels de

leurs parents vieillissants. »

Selon Mme Le Bourdais, la dénatalité a été suivie d'une transformation de la vie conjugale. « Au fil des ans, les couples sont devenus moins stables. D'après l'Institut de la statistique du Québec, plus de 35 % des mariages célébrés au début des années 1980 se sont terminés par un divorce avant leur 25^e anniversaire. » Nous avons également assisté à un net recul du mariage, au profit de l'union libre. « Or on sait que les unions libres sont plus instables que les mariages et se terminent fréquemment par une séparation. Dans ce cas, qu'advient-il du partage du patrimoine familial? », se demande-t-elle.

Parallèlement à l'augmentation du nombre des ruptures, on a assisté à la croissance du nombre de personnes qui commencent une nouvelle relation. Pour l'experte, ce phénomène soulève une série de questions. « En cas de décès, qui obtiendra le patrimoine familial? L'ex ou la nouvelle conjointe? En général, ces personnes veulent léguer leurs biens à leurs enfants et laisser l'usage de la résidence à leur conjoint. Les enfants voudront-ils entretenir la maison où habite belle-maman? »

L'instabilité conjugale se tra-

duit également par une hausse du nombre des familles monoparentales. « Depuis 1960, on a observé une croissance importante du nombre d'enfants ayant vécu la séparation de leurs parents avant l'âge de 6 ans. C'était le cas d'un enfant sur quatre en 2004. Ces enfants ont une vie familiale agitée. Ils sont beaucoup plus touchés que leurs parents. Ceux-ci vont se remettre en ménage, peuvent avoir d'autres enfants, se séparer de nouveau, etc. Donc, les enfants passeront à travers de nombreuses périodes de transition. Il y a lieu de se demander s'ils demeureront proches de leurs parents biologiques. »

Garder le contact

Dans le cadre de ses travaux, Mme Le Bourdais a étudié de près les contacts filiaux des parents qui n'habitent pas avec leurs enfants. « La plupart du temps, les enfants vont demeurer avec leur mère, explique-t-elle. Au fil des ans, bon nombre d'entre eux vont perdre le contact avec leur père biologique. Qui va prendre soin de ces hommes-là plus tard? »

Selon la chercheuse, les pères dans une telle situation

sont les plus susceptibles de former une famille recomposée. « Ils ne pourront pas nécessairement compter sur elle-ci pour couler leurs vieux jours. Quel type de relation entretiendront-ils avec les enfants de l'autre? Ceux-ci sentiront-ils qu'ils ont une obligation envers leur beau-père? » Par ailleurs, les nouveaux con-

La fratrie et les cousins

Bref, bien malin celui qui peut, à partir des comportements des personnes âgées d'aujourd'hui, prédire ceux des têtes blanches de demain et de leur progéniture. Chose certaine, souligne Jacques Légaré, démographe de l'Université de Montréal, les baby-boomers devront explorer de nouvelles avenues d'entraide. « Vraiment, ils devront se tourner vers les frères et sœurs et leurs cousins et cousines qui avancent avec eux depuis les années 1960 », indique-t-il.

« Les personnes âgées de demain auront moins d'enfants sur lesquels elles pourront compter, et moins de filles. Or, en général, ce sont elles qui s'occupent des soins personnels de leurs parents vieillissants. »

joint de fait s'entraideront-ils en cas de besoin? « S'il s'agit d'une relation récente, ils ne seront peut-être pas disposés à prendre soin l'un de l'autre en cas de perte d'autonomie, ajoute la scientifique. Sans compter qu'il y a de plus en plus de conjoints qui vivent chacun chez soi. Ceux-ci feront-ils preuve de solidarité quand ils seront vieux et malades? »

M. Légaré fait observer que les baby-boomers se caractérisent par un grand esprit d'indépendance. « Jaloux de leur autonomie, ils ne voudront pas être un poids pour leur entourage. Bon nombre d'entre eux sont instruits et à l'aise financièrement. Ils souhaiteront peut-être se faire aider davantage par des étrangers, c'est-à-

dire payer des services qui étaient offerts autrefois bénévolement par les enfants. »

Pour répondre à la demande de cette génération vieillissante, le démographe estime qu'il faudra développer de nouveaux programmes scolaires. « Ce n'est pas si naturel que ça être "aidant naturel", surtout auprès d'une personne atteinte de la maladie d'Alzheimer », poursuit M. Légaré. Mais, plus important encore, il faudra valoriser ces professions en les rémunérant adéquatement. « On devra sans doute mettre moins d'argent dans la médecine spécialisée, au profit des soins directs, où les besoins seront les plus importants », explique-t-il.

Reste que, à l'heure où l'État sabre dans les programmes sociaux et où bon nombre de travailleurs n'ont pas de régime de retraite public ou privé, la situation risque d'être dramatique pour certains retraités. Alors que les personnes âgées d'aujourd'hui peuvent compter sur leur réseau social, une grande question demeure... Qui s'occupera de nous?

Collaboratrice du Devoir

Comprendre pour changer le monde

Faculté des sciences humaines

- Études féministes
- Géographie
- Histoire
- Linguistique
- Philosophie
- Psychologie
- Science, technologie et société
- Sciences cognitives
- Sciences des religions
- Sexologie
- Sociologie
- Travail social

UQAM

www.fsh.uqam.ca

SCIENTES HUMAINES

79^E CONGRÈS

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

VOIR GRAND

transformer
inspirer
questionner

Toutes les causeries prennent place sur le campus de l'Université Concordia au centre-ville

Des conférenciers de haut vol
Entrée libre
Traduction simultanée

Une présentation de la Fédération canadienne des sciences humaines et de l'Université Concordia

Robert Darnton,
auteur, universitaire, technophile

La technologie et le livre

Le vendredi 28 mai à 12 h 15, pavillon MB, salle 1-210

REZA, photjournaliste, militant des droits de la personne, pédagogue

Révéler : témoin de la douleur

Le vendredi 28 mai à 14 h 00, pavillon H, théâtre DB Clarke

Céline Galipeau,
journaliste, témoin, citoyenne humanitaire

Déclarer : des droits de l'homme aux droits des femmes

Le vendredi 28 mai à 19 h 00, pavillon H, théâtre DB Clarke

Nancy Huston,
romancière, essayiste, traductrice-interprète

Fierté et fidélité

Le samedi 29 mai à 12 h 15, pavillon H, théâtre DB Clarke

En partenariat avec la Fondation Metropolis bleu

Lawrence Hill,
écrivain, penseur, auteur à succès

Faction : récits et fiction dans l'oeuvre The Book of Negroes

Le lundi 31 mai à 7 h 45, pavillon LB, cinéma de Sève

Gerri Sinclair, érudite, entrepreneure du savoir, pionnière des nouveaux médias

Pionniers de l'avenir numérique au Canada

Le lundi 31 mai à 12 h 15, pavillon MB, salle S2-210

En partenariat avec le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Mark Kingwell,
philosophe, éducateur, théoricien politique

Précieuse démocratie: politique, angoisse et espoir au 21^e siècle

Le mardi 1^{er} juin à 12 h 15, pavillon H, théâtre DB Clarke

Donna Brazile, commentatrice politique, stratège, directrice de campagne électorale

Les femmes et le leadership à l'ère d'Obama

Le mercredi 2 juin à 12 h 15, pavillon H, théâtre DB Clarke

Le Moulin à images ^{mc} décodé,
technologie, récit, spectacle

Exposition, visionnement et discussion de la projection historique de Robert Lepage

Le mercredi 2 juin : 19 h 00 exposition, 19 h 30 visionnement et discussion, pavillon H, théâtre DB Clarke

Kathleen Mahoney,
avocate, négociatrice, leader

Qu'est-ce que la justice?

Le jeudi 3 juin à 12 h 15, pavillon LB, cinéma de Sève

En partenariat avec la Fondation Pierre Elliott Trudeau

Salon du livre

Pour ceux qui ont soif d'apprendre
Plus de 100 éditeurs au rendez-vous
ENTRÉE LIBRE

28 mai au 3 juin, de 9 h 30 à 18 h

Romans, essais, ouvrages érudits, biographies

Les exposants sont répartis dans les endroits suivants :
pavillon EV, 1515 rue Ste-Catherine Ouest, pavillon MB,
1450 rue Guy, et pavillon LB, 1400 rue De Maisonneuve Ouest.

Congrès des sciences humaines 2010

Vivez l'expérience en ligne
Entrevues vidéo avec des chercheurs
à l'avant-plan, fichiers balados des
grandes conférences, articles et bien plus !

Découvrez la meilleure recherche
en sciences humaines
experience.congres2010.ca

